PRIX étudiants 1 Fr
bourgeois 2 —

N° 2

MARS 1942

C.W.O.II
C.2.C.

L'UNIVERSITÉ LIBRE

organe du rassemblement étudiantin bruxellois

ÉDITORIAL



MARDULYN
président de l'AGE

Le Comité National du Rassemblement Estudiantin salue la parution du second numero de l'"Universite Libre" modifié dans sa forme et dans son fonds. Nos amis bruxellois ont fait un réel effort et ont réussi à mettre sur pied un journal substantiel.qui est plus que jamais.un organe de liaison.de documentation et de combat.

Le Rassemblement Estudiantin bruxellois grandit et s'affermit.les étudiants s'y intègrent unanimement.comprenant la nécessité et l'urgence de travailler unis dans la voie de la Résistance.

Partout.à Louvain,à Liège.à Gand,à Charleroi,à Anvers,à Namur.un même élan répond à l'appel du Comité National.

Les assauts du pouvoir occupant contre l'enseignement.provoquent ce qu'en vain nous avions essayer de réaliser jamais: une solidarité et un esprit estudiantin s'étendant à tout le pays.

C'est cet esprit que les services de l'autorité ennemie veulent briser.Des professeurs eminents de l'U.L.B sont toujours prisonniers à Huy .Notre camarade Jean Mardulyn,président de l'Association Générale des Etudiants.est toujours retenu à St Gilles,pour avoir été notre fidèle porte-parole au cours des évènements de novembre passé.

D'autres étudiants bruxellois sont frappés:Bayet,Van Rooden,Brunfaut,sont maintenus depuis de longs mois dans les gêôles hitleriennes.Hartveld,réemmené sorti de l'U.L.B..a été passé par les armes.Aujourd'hui nous arrive cette nouvelle atroce:notre ami Charles Magne arrêté en juillet dernier et déporté en Silésie.y est mort des suites du traitement qu'il a subi.

Honneur à eux tous!Et à ceux qui restent,vienne la vengeance!

Il faut que nos oppresseurs sachent que si des étudiants sont morts.que si des Professeurs et des étudiants sont emprisonnés,il en est suffisamment pour reprendre le flambeau.

L'Université de Bruxelles a toujours été à avant-garde dans les luttes justes.Elle ne faillira pas aujourd'hui parce que tous nous le soutenons et tous nous lui restons fidèles.

Cet enseignement a toujours été le fait d'hommes libres choisis par leurs pairs.et jamais des étrangers ne l'organiseront.

L'Université ne peut continuer que libre.Notre mouvement et son organe soutiendront cette cause.Nous savons que l'ennemi ne tolère pas que l'on dise tout haut la vérité.nous la crierons!

Nous savons que l'ennemi ne tolère pas les échanges d'idées,nous les provoquerons! Notre journal sera le réceptacle des opinions de nos professeurs et de nos camarades. Il sèmera les idées saines.bannies des torchons nazifiés.

Parmi nous se retrouvent des étudiants et des "anciens" de toute tendance.qui se sont promis-et ils n'auront de cesse que ce ne soit fait- de libérer leurs dirigeants,leurs camarades et tous les hommes libres des gêôles ennemies,ils uniront de tous leurs moyens à libérer notre sol,et aux côtés des étudiants des autres pays occupés,et de ceux qui travaillent et combattent dans les rangs des armées des Démocraties.ils lutteront pour la libération des peuples opprimés et pour l'avènement d'un monde enfin pacifié,où chacun pourra vivre avec tous et tous avec chacun.

Telle est l'ambition politique de notre mouvement.Mais ni dans notre activité.ni dans notre presse.nous n'abjurons nos traditions.Nous savons et nous ne nous en souviendrons je mais trop que c'est en elles.en notre joie,en nos chants,en notre fraternité politique que nous trouvons notre force et notre enthousiasme.

LE COMITE NATIONAL DU R.E.

Notre camarade arrêté le 19 décembre 1941 se trouve toujours retenu à la prison de St Gilles.Nous avons appris, et nous tenons à marquer toute notre indignation devant ce fait bien nazi, qu'il avait été l'objet d'une mesure administrative le condamnant à 6 mois de prison.Cette mesure a été prise, sans que ni lui,ni son avocat ne puissent présenter de défense.Il a maintenant interjeté appel,et nous attendons pour la fin du mois l'issue de cette procédure

On lui reproche finalement,après deux mois de prison et des interrogatoires nombreux,d'avoir détenu des tracts des étudiants socialistes et communistes, de ne pas les avoir portés à bref délai à la Kommandantur la plus proche, et d'en avoir communiqué le contenu à ses camarades de l'A.G.E.

Remarquons 1°que s'il a détenu des tracts,ceux-ci avaient trait à l'activité estudiantine et cette détention était donc normale pour la constitution d'un dossier du Président de l'A.G.E. (du moins ceci est-il normal pour des gens normaux)

2°que le contenu n'avait pas été communiqué à ses camarades de l'A.G.E.,d'après les dires de ceux-ci,

3°que si l'occupant veut faire respecter cette ordonnance condamnant les détenteurs de tracts,il peut immédiatement mettre sous clefs tous les Belges,sauf peut-être ceux qui sont chargés par lui de lui faire connaitre les écrits dits "clandestins"

L'ennemi se rend compte qu'il ne peut rien retenir de sérieux contre Mardulyn mais il veut tout de même le punir pour avoir eu une attitude courageuse, pour avoir appuyé avec ses camarades de l'A.G.E. la position pleine de grandeur du Conseil d'Administration de l'U.L.B ,et en fin de compte l'occupant ne trouve rien sur quoi fonder réellement une condamnation.

Voilà où l'on se trouve réduit,en intentant des procès de tendance à des hommes libres!

TARIF DES ABONNEMENTS

d'étudiant :	5 fr.
ordinaire :	25 fr.
de sympathie :	50 fr.
d'honneur :	100 fr.
de combat :	200 fr.

Abonnez-vous à l'U.L.



L'UNIVERSITE LIBRE de BRUXELLES

A MONTRE AU PAYS LA VOIE DE L'HONNEUR ET DE LA DIGNITE



Notre Université est entrée en léthargie.Nos protecteurs se sont aperçu, un peu tard,que ni les Autorités académiques,n i les étudiants ne modifieraient leur attitude.Il nous a paru utile de retracer l'histoire des difficultés dans lesquelles s'est débattue l'Université Libre de Bruxelles depuis l'occupation de notre pays par les hordes nazies.

Dès septembre I940,les Germains ont fait sentir le poids de leurs bottes et de leurs intentions:il leur fallait détruire ce nid de patriotes épris de liberté.

Leur échec a été total.

Un c urateur et un commissaire allemands ont été nommés en I940-4I,pour surveiller l'activité des autorités académiques,mais l'initiative de toute décision restait au Conseil d'Administration;un certain nombre de professeurs,les uns partis à l'étranger les autres suspendus par décision des autorités allemandes,n'ont pu reprendre leurs cours.

La rentrée en octobre I94I a déjà occasionné plus de difficultés.

L'introduction du bilinguisme dans trois facultés ,mesure déjà envisagée précédemment par le Conseil d'Administration fut pour l'occupant l'occasion de tenter d'introduire ses créatures aux quinze nouvelles chaires flamandes de même qu'il voulait le faire aux quarante chaires françaises vacantes.

Selon l'accord intervenu,l'initiative de nomination restait entièrement au Consail d'Administration,les Autorités allemandes n'ayan t qu'un droit de veto.Et c'est effectivement cette question qui a déclanché la crise.

Dès le début de novembre,le Bureau de la Faculté de Philosophie et Lettres s'était prononcé d'une façon défavorable à l'égard du sieur Jacob, candidat de nos protecteurs.

Enfin ,le 22 novembre,le résident du Conseil d'Administration,M.Frerick,et le recteur,M.Van den Dungen sont convoqués à l'Administration militaire où on leur dit en substance."Nous ne voulons pas que vous preniez des décisions qui heurteraient votre conscience; nous les prenons pour vous,c'est pourquoi nous nommons M.Jacob,professeur ordinaire à l'U.L.B et MM.Van Roosbroek et Meyer chargés de cours."

Le principal d'entre eux est une vieille connaissance;flamingant,séparatiste anti-belge,il fit partie durant l'autre guerre de la fameuse université Von Bissing;en I9I8,il suivit ses maîtres en Allemagne,fut condamné à mort par les tribunaux et ne reparut en Belgique qu'à la suite des armées teutonnes.Il obtint à titre de dédommagement, 64'000frs de la Commission d'indemnisation présidée par Borms.Enfin il est nommé professeur à l'Université de Gand,par Monsieur Nyns,le très regretté Secrétaire Général du Ministère de l'Instruction Publique.

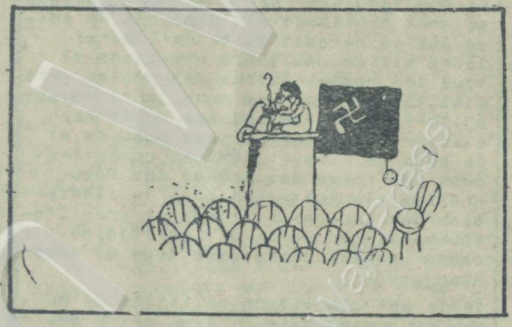
Quant aux deux autres,s'ils n'ont pas autant à leur passif,il nous suffira pour les qualifier de répéter les propres termes employés à leur égard par la Brüsseler Zeitung dans un article reproduit par le "Soir":ce sont des admirateurs passionés de la nouvelle Allemagne"e

La décision du Conseil d'Administration fut nette:ce fut la suspension des cours expliquée dans un long et bel ordre du jour notifié aux autorités allemandes le 25 novembre au matin.

L'Administration militaire n'admettait pas cette mesure et intima au Conseil l'ordre de revenir sur sa décision,les menaces n'eurent aucun effet,et les autorités académiques élaborèrent un second ordre du jour,confirmant le premier.

Sur ce,les Allemands destituèrent le Conseil d'Administration de ses fonctions,ses pouvoirs passant aux mains du Commissaire allemand.Le 27 novembre un avis du Commissaire paraissait aux valves avertissant les étudiants que les cours continuaient.Les professeurs recevaient l'ordre de reprendre leur enseignement.

Aucun cours ne se donnait.Le calme le plus complet régnait.



En fin,le Ier décembre Le Dr Ibsen revenu d'urgence de Hambourg envoyait à tous les professeurs et assistants une longue lettre pour a l'inexactitudes,dan s laquelle il exposait les motifs qui devaient les pousser à modifier leur attitude en les menaçant de de sanctions sévères en c as de refus.

Sur plus de 350 professeurs et assistants,I6 seulement ,soit moins de 5% décidèrent de céder au chantage.

C'étaient:

MM.Georges Barthélémi,Henri De Man, Fernand Desoams,Octave Dony-Hénault, Artémy Joukoff,Jules Lemaire,Roger Lefèvre,Creste Muller,Edouard Rinsart Georges Van Bladel,Hector Van de Walle Louis Deffet,Henri Vogels,Cornette Ewert,Ledoux.

Pendant plusieurs jours ces professeurs se dérangèrent en vain.Leurs auditoires restèrent vides.Les étudiants avaient compris leur devoir ils montraient ainsi que les principes de l'U.L.B.n'étaient pas lettres mortes. pour eux non plus.

Les Allemands alors sévirent.Le IO décembre,huit membres du Conseil d'Administration sont arrêtés et dirigés sur Huy:MM Marcq,Cornil,Casseau,Baes,. Vauthier,Charlier,Daumas et Dustin. Les autres membres du Conseil sont frappés d'amendes allant de I5.000 à I80.000 Frs:les professeurs sauf,évidemment les susnommés ne peuvent plus toucher leur traitement.MM.Frerick, Van den Dungen et Bégès sont consignés chez eux.

Mais cela ne suffisait pas.

Les Allemands s'en prirent aux étudiants.Le président de la F.E.B. Segaert ve,fut d'abord arrêté.Les membres du Bureau et du Comité de l'A.G.E. durent monter huit nuits de garde.Le I9 décembre,Jean Mardulyn ,président de l'A.G.E. et Jean-Louis Servais,président du Cercle des Sciences Politiques et Sociales,furent à leur tour emprisonnés.Le mois suivant,Denis Des Cressonnières,remplaçant Mardulyn à la présidence de l'A.G.E. subit le même sort.D'autre part,une cinquantaine d'étudiants furent obligés de convoyer des trains.Entretemps un projet de M Nyns,consistant en une demi-nationalisation de l'U.L.B. est refusé par les Allemands.Mais les Secrétaires Généraux espèrent encore fléchir le Corps professoral et élaborent un nouveau projet inacceptable.Les locaux de l'U.L.B. auraient été employés pour des répétitions données aux étudiants en vue de les préparer à passer devant un Jury d'Etat.Mais Jacob,Van Roosbroek et Meyer auraient donné cours ,et outre eux toute une série d'activistes et d'opportunistes nazifiants.Quoique toutes sortes de subtilités fussent employées pour cacher le sens réel de ces propositions,le Corps professoral rejeta ce projet le 22 janvier .

Ainsi était close la période des négociations.quelques jours plus tard, la situation se cristallisait:la décision de fermer l'Université était prise.

Notre Université est donc fermée. Mais ces épreuves ne l'ont pas abattue Elle en sortira grandie,admirée par le pays tout entier,plus forte et plus puissante que jamais

L'UNIVERSITE DE BRUXELLES NE PERIRA PAS

RÉSOLUTION prise par le CONSEIL d'Administration le 24 novembre 1941

Le Conseil constate :

-Que lorsque le 31 octobre 1940, le commandant militaire a nommé un commissaire pour l'Université en expliquant cette mesure par la nécessité, pour le maintien de l'ordre d'éviter toute activité politique au sein de l'Université, le Conseil, libre à ce moment de reprendre ou non l'enseignement interrompu par la guerre n'a consenti à le reprendre qu'après que son président Monsieur Lucien Graux, eut reçu du professeur Walz, l'assurance que le rôle de commissaire serait strictement limité par la considération qui l'avait fait désigner, que le Conseil d'Administration conserverait l'initiative des mesures à prendre et notamment le droit d'exclusive de nommer les membres du personnel enseignant scientifique et administratif sous la seule réserve de l'exercice éventuel par l'autorité militaire d'un droit de véto.

Au cours des entretiens avec les représentants de l'autorité militaire qui ont précédé la délégation limitée donnée le 12 octobre 1941 par le Conseil au bureau il était à nouveau reconnu par le Dr Epsen que le bureau de l'Université seul, aurait l'initiative des désignations.

-Que l'expérience de l'année académique 40-41 a démontré qu'il n'existe à l'Université aucune activité politique, et, à plus forte raison, aucune activité politique susceptible de troubler l'ordre et que l'Autorité Militaire n'a jamais eu aucun reproche à nous faire à cet égard.

-Que pourtant, l'autorité militaire a enlevé à l'Université l'initiative des nominations dans le corps enseignant en procédant elle même à des nominations, que, elle ne reconnait, des raisons de conscience aurait empêché l'Université de faire

-Que les conditions auxquelles l'Université avait subordonné la reprise de son activité en 40, n'existent donc plus,

-Que la dignité de l'Université lui interdit de laisser confier son enseignement à des personnes que jamais, elle n'aurait choisi elle même,

-Considérant,

dans

-Que la situation ainsi créée par l'Autorité militaire, l'Université Libre de Bruxelles ne pouvait poursuivre son enseignement sans manquer à ses devoirs envers la Patrie.

-Que le Conseil, de son côté, ne pourrait le faire sans méconnaître les intérêts moraux dont il a la garde et sans participer lui même, et sans exposer les membres du corps enseignant à participer à la transformation d'une institution nationale.

Le Conseil d'Administration décide à l'Unanimité de suspendre l'enseignement et de porter immédiatement cette résolution à la connaissance de l'autorité militaire.



Nous avons eu récemment l'occasion de bavarder avec quelques copains, étudiants en médecine, internes dans nos hopitaux bruxellois et les révélations qu'ils nous ont faites ont jeté un jour plutôt sinistre sur la situation sanitaire à Bruxelles.

Tout d'abord le nombre des hopitaux a singulièrement diminué. Brugmann, l'hopital français, celui de St Gilles l'Institut Bordet et l'Institut Héger, tout nouvellement construits, ont été réquisitionné pour les besoins de l'Autorité ennemie

L'Hopital de St Josse lui, a été requisitionné par des services belges mais sur l'ordre des autorités militaires et dans leur intérêt puisqu'il sert à hospitaliser les prostituées contaminées par les soldats.

Restent donc, Anderlecht, Etterbeek, Schaerbeek, Ixelles et St Pierre, c'est à dire, à peine la moitié des lits destinés à la population.

Les résultats ne se sont pas fait attendre et nos hopitaux sont archicombles: A St Pierre, à partir de 10 heures du soir, on ne parvient plus à caser les malades qu'à force d'acrobaties et de coups de téléphone dans tous les services

Aussi, le lendemain matin, voit-on des malades de Médecine Generale, répartis dans tous les autres services.

Si le problème du chauffage ne se pose pas encore cet hiver ci, heureusement d'ailleurs, le problème de l'alimentation des malades est assurément plus aigu que pour le reste de la population. Les administrations ne peuvent passer par le marché noir et d'autre part, bon nombre de malades viennent sans timbres à l'hopital, soit qu'ils les aient vendus, soit qu'ils les aient tous employés pendant les premières semaines de distribution.

Aussi, les malades doivent-ils manger rutabagas et autres navets et n'obtiennent ils leur ration qu'au dépens de ceux qui ne peuvent en manger C'est dire qu'ils ne doivent pas espérer une suralimentation.

Quant aux médicaments, la situation n'est pas plus brillante. Nous dépendions de l'étranger pour toute une série de produits. Nous n'en avons plus - les Allemands en fabriquent d'excellents de synthèse, mais comme de bien entendu, ils négligent de nous en envoyer

Ils préfèrent, sans doute, laisser s'accumuler les liards à notre crédit en un clearing unilatéral.

Et ainsi, est-on quelquefois dans l'impossibilité de sauver des malades que le Cibrasol par exemple, produit suisse dont l'importation nous a été refusée, aurait pu facilement guérir

C'est dans un état de rage concentrée qu'un de nos copains nous racontait que faute d'un tube de ce produit, il avait vu mourir de septicémie, un malheureux gosse de deux ans et demi

C'est probablement cela de Hitler appelle "protéger les populations"

Quant au transport des malades, il y règne également une indescriptible pagaille. Il n'y a pas longtemps, qu'un malade a mis six heures pour aller de la rue Neuve à l'hopital St Pierre, faute d'ambulance disponible.

Cette situation ne serait que grave et non désespérée, si le nombre des malades n'augmentait de jour en jour.



C'est ainsi que la Ville de Bruxelles qui disposait déjà de l'Institut de convalescents de Linkebeek a du réquisitionner un pensionnat à Zoersel. l'Institut St Nicolas, pour pouvoir y envisager l'installation de malades dont le traitement ne présente plus un caractère d'urgence

La famine, et le froid commencent à entrer en jeu et le nombre de décès qui en mettent s'élève de jour en jour rien que pour Bruxelles

A Bruxelles, 3 ou 4 malades viennent quotidiennement mourir à la porte dans un état pitoyable les membres gelés, le corps squelettique. Voilà arriver des malheureux que le plus souvent, les efforts des médecins et internes de garde ne parviennent plus à sauver.

On peut craindre à tout moment le développement d'épidemies et il ne vaut mieux pas envisager la situation de cas typique qui en résulterait.

Cette description quelque trop rapide est une accusation de plus contre l'Occupation et les démarches des services de [illegible] trouve [illegible]



FASCISME PARISIEN

Ce dimanche de Février, la L.V.F. convie au Vel d'Hiv.

Il y a quelques mois, chacun eut compris que la ligue Vélocipédique Française organisait en son local de Grenelles l'évolution de six-daye-men ou de coureurs de vitesse pure. Aujourd'hui: chambardement des nations. Pour le commun des Français, la L.V.F. est devenue la Ligue des Volontaires Français (contre le Bolchevisme) et la réunion annoncée est une de celles où un nombre de banderolles à slogans, le public vient clamer ses passions, acclamer ou huer les paroles d'un orateur.

Une publicité massive a promis la présence de Jacques Doriot, lieutenant dans la Légion antibolchevique et revenu récemment du front.

C'est la première fois que, depuis le début de l'occupation, les nouveaux bergers de la France invitent le public de la capitale à s'unir en masse: Le coup d'essai doit donc être un coup de maître. Aussi, tout est fait dans cette intention: des placards immenses convient les Parisiens au déplacement des Grenelles. Partout, à Villejuif, aux Champs Elysées, les regards ne peuvent éviter les spectaculaires appels. Dans les stations de métro, des pluies de papillons avec la simple invitation: "Dimanche, au Vel' d'Hiv': Doriot".

Tout cela est fort couteux et... ce n'est pas tout: Tandis que les Parisiens manquent de charbon et de tout comestible dans des proportions jusqu'ici inconnues en Belgique (400 kgs par an), la Ville de Paris met aujourd'hui 30.000 kgs supplémentaires à la disposition du service métropolitain et permet l'ouverture d'une station supplémentaire.

Avant de franchir la porte de l'enceinte, une allusion à la signification politique de la réunion.

Aucun groupement n'en a assumé l'organisation donc, pas d'exclusive, pas d'influence prépondérante: c'est le fascisme français qui reçoit.

Pour accentuer ce caractère, viendront successivement à la tribune, le très embusqué président de la Légion antibolchevique: Marcel Déat, l'académicien, Abel Bonnard, et Doriot, chef de l'hitlérophile parti français. Quant aux motifs de cette concentration, il a été choisi de façon à ménager la susceptibilité des moins convaincus: on y parlera ni de la collaboration avec l'Allemagne, ni même de l'érection de "l'Europe nouvelle".

Les officiels disent: "Jacques Doriot dira ce qu'il a vu en Russie" Peu compromettant, on en conviendra.

Et lorsqu'on aura enfin souligné la curiosité que cet évènement soulevait, on aura compris que beaucoup de parisiens prirent, ce dimanche la direction du Vel'd'Hiv'.

Tout étant dit, franchissons la porte à travers plusieurs rangs d'uniformes bleu marine, de bérets à insignes, de collecteurs au milieu d'une flottée d'étendards, de pancartes.

A l'intérieur, 15.000 personnes (près de 20.000 disent les journaux du matin)

Mise en scène soignée: emblèmes tricolores, francisques, paroles du maréchal. Une vaste tribune, des projecteurs braqués sur la place de l'orateur.

Les meilleurs militants, munis de cartes prennent place aux chaises, aux premières de celles-ci, quelques dizaines d'uniformes verts, de ceux-là qui protègent la France avec la délicatesse et le désintéressement auquel ils ont accoutumé la Belgique.

Jusqu'ici, cela va!

Mais les organisateurs devront vite se convaincre que dans une telle réunion, il n'y a pas que la publicité, la mise en scène et les orateurs, il y a aussi ces satanées 15.000 personnes qui, toutes ensemble, ont quand même leur mot à dire. Et ici, la tâche nous est aisée et agréable.

Décrivons ce que nous vîmes.

Le susnommé président Marcel Déat prend place à la tribune et parle.

Très fort, d'ailleurs, faisant plus de bruit que l'ensemble du public, aux instants des vibrants applaudissements. Evidemment, nous savions que la popularité de Marcel Déat s'arrêtait à la rédaction de l'Oeuvre.

"Vous verrez, quand Doriot paraitra", me chuchote mon voisin, un des convaincus de la salle.

Abel Bonnard vient... un peu moins de bruit encore; l'accueille. Par politesse. sa voix semblait également, tremblote, murmure. "Mais quand Doriot paraitra," me répète mon voisin.

Quand Doriot parait,...

Je vis et j'entendis et comme ce fut alors le paroxysme de l'enthousiasme, je peux décrire le public sous l'impression de ce moment.

Nous attendions 15.000 voix unanimes crier la traduction de "Zieg Heil"

Nous entendons 300 voix scander "DORIOT".

Nous attendions la marée des bras levés. Quelques mains se dressent timidement.

Dans la salle, il y a pourtant des sympathisants. Au coté d'un milieu d'adhérents enthousiastes, il y a 4 ou 5.000 personnes dont la sympathie pour la mystique nationaliste ne peut pourtant les conduire à acclamer la trahison ou à ovationner des français qui parlent sous l'uniforme allemand.

Une allusion sympathique à ceux qui n'hésitent pas à manifester publiquement leur dégout et que les interventions autant que les expressions brutales viennent heureusement troubler la monotonie générale.

Quand on aura enfin parlé de l'immobilité et de l'insondable silence de la grosse majorité, tout sera dit de ce public très inattendu à ce grand "event" fasciste de la saison.

Pourquoi les chefs nazis français ont-ils provoqué cette expérience. Pourquoi ont-ils voulu étaler la preuve de leur impopularité?

Ne comprennent ils pas qu'avec tous les avantages dont ils disposaient. toute manifestation d'indifférence était une manifestation d'hostilité.

Or, nous ne vîmes jamais qu'une foule écrasée par l'indifférence

S'adressant à la légion des soi-disant volontaires, Marcel Déat s'écriait: "Nous savons que le peuple de France ne nous suit pas mais nous savons que nous ouvrons la brèche par laquelle la France passera".

Petite brèche, Monsieur Déat, bien petite brèche. Et il se trouve sans doute en France, bien des maçons pour combler de telles brèches.

cinéma

Ne possédant pas, en tant que réducteur clandestin, une carte de presse officielle, j'ai été dans la triste obligation de payer ma place dans les cinémas. (en plus de celle de ma petite amie)

Ce qui est d'autant plus triste que les films que j'ai été voir étaient allemands.

Je n'ai, en effet, nullement l'intention de vous parler du "premier-rendez-vous", qu'on a trouvé splendide, alors qu'en temps normal, on l'aurait tout au plus estimé gentil, ou de "Remorques" qu'en temps de paix, on ne serait même pas dérangé pour aller voir.

Le film allemand, lui n'est ni tout à fait mauvais ni tout à fait dangereux. Mauvais, il l'a été, quand, livré à lui même et à ses maîtres nazis, il est resté seul pour contenter le public allemand. Débarassé de toute influence et de tout artiste étranger, le nombre de gaffes et de navets qu'il a pu accumuler est impressionnant. Nous en avons encore des exemples frappants dans tous ces lamentables plagiats des films américains et qui, pour nous autres, habitués à de la bonne qualité, nous ont semblé de la plus haute bouffonnerie.

Malheureusement, la force de l'habitude aidant, beaucoup de gens commencent à trouver la production moins mauvaise, et discutent familièrement des mérites de divers acteurs allemands.

De grâce, vous qui tenez un pareil langage, dites moi encore, vous rappelez-vous Catherine Hepburn ou Bette Davis ou bien, vous, mademoiselle, rappelez-vous Gary Cooper, Clark Gable ou Robert Taylor. Et essayez encore de soutenir après cela que Zarah Leander ou Heinz Rünmann sont capables de leur tenir tête.

Peut-être préférez vous cette série de films où la renatalité est prêchée sur tous les tons et qui finissent invariablement par un mariage (pour qu'ils aient beaucoup d'enfants) à moins que les enfants n'arrivent déjà durant le film, ce qui permet au père de faire des bonds de joie, au grand-père, d'aller acheter une layette et à la mère de déclarer "Je ferai mieux une prochaine fois".

Je disais plus haut que le film allemand n'est pas tout à fait dangereux. Plus exactement, il ne l'est pas encore: ces dernières années, les allemands ont fait, dans ce domaine, beaucoup de progrès. On leur a donné les moyens financiers de faire des réalisations convenables. Des cités du cinéma ont été construites. Ici ou là, petit à petit, s'élabore une technique et des acteurs et plus en plus sortables. Encore quelques années et ils seront en mesure d'imposer l'Europe des diktats de la civilisation nazie.

Or, cette civilisation, nous la connaissons et la détestons suffisamment pour être sûr de ne jamais la désirer.

Les films allemands sont faits pour les Allemands, qu'ils y aillent et faute de mieux, allons voir quelques uns de ces vieux films français qu'on nous ressert inlassablement.